

Policy Brief

Quel système éducatif pour le Sénégal en 2035 ?

Par *Mouhamadou Bamba DIOP, Souleymane CISSE et Hamidou Bocar SALL*

INTRODUCTION

Ces deux dernières décennies, le Sénégal a inscrit le développement du capital humain – éducation et formation, santé et nutrition – comme pilier dans toutes ses stratégies de développement (DSRP, SNDES, PSE)¹. L'ambition affichée dans l'actuel plan de développement économique et social, est de disposer d'une ressource humaine compétente et de qualité à travers un système éducatif performant, susceptible de placer l'économie sur la voie de l'émergence à l'horizon 2035.

La recherche sur les fondamentaux de la croissance économique, menée depuis le milieu des années quatre-vingt, met en évidence le rôle clé de la scolarisation dans l'explication de la croissance économique de long terme.² En effet, l'éducation procure une plus grande productivité et assure de meilleures perspectives d'emploi et de rémunération sur le marché du travail. Egalement, les bienfaits de la diffusion de l'école

se transposent sur la qualité de vie des populations.

Toutefois, la qualité du système éducatif sénégalais apparaît encore très faible et les progrès réalisés en matière de couverture scolaire quantitative restent insuffisants et beaucoup trop lents. D'ailleurs, les faiblesses du système éducatif constituent l'une des principales contraintes au développement.³ Pourtant, avec un quart du budget alloué au secteur, ces ressources ont généré peu de résultats significatifs : d'où la question de leur efficience.



¹DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté.
SNDES : Stratégie Nationale de Développement Economique et Social.

PSE : Plan Sénégal Emergent.
www.plandev.sn

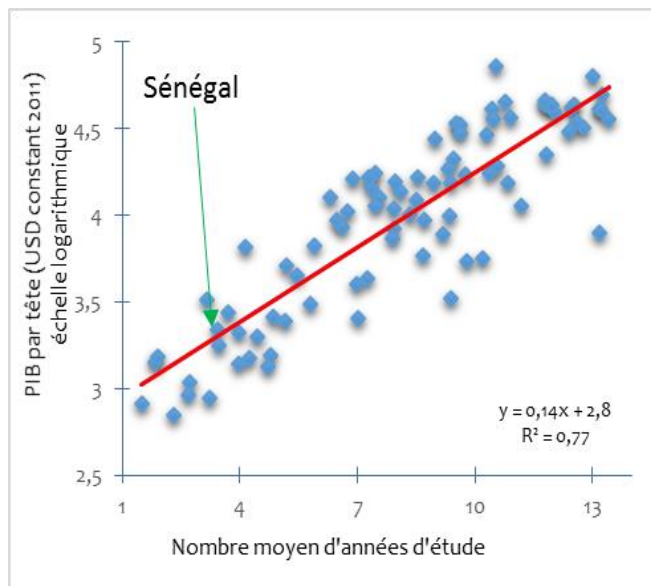
² Barro (1991) ; Mankiw, Romer et Weil (1992), etc.

³OCDE(2017) : Examen multidimensionnel du Sénégal : Evaluation initiale

1. L'éducation est la clé de la réussite économique et sociale

Il est largement admis chez les chercheurs et praticiens que l'éducation est un des fondamentaux du développement économique. Les données confirment également ce postulat. Il existe une étroite relation entre le niveau de richesse des pays (PIB/tête) et le niveau d'éducation atteint.

Fig1 : Corrélation entre niveau d'éducation et PIB par tête



Source : Auteurs

D'un point de vue microéconomique, une main-d'œuvre bien compétente augmente la productivité des entreprises privées et améliore en même temps leur compétitivité. Aussi, la rémunération salariale est-elle dictée sur le marché de l'emploi par la distribution des niveaux d'éducation chez les travailleurs : en moyenne, chaque année d'étude supplémentaire, complétée avec succès, permet d'augmenter son revenu salarial de dix points de pourcentage.⁴

Au plan macroéconomique, l'éducation permet aux pays en développement d'absorber plus

rapidement et plus efficacement les technologies produites par les pays avancés. Egalement, la scolarisation a des répercussions sur la qualité de vie des personnes. La construction d'établissements d'enseignement favorise l'amélioration des conditions sociales au rang desquelles on compte une faible mortalité des enfants, une réduction de la fécondité, un renforcement de la démocratie, une diminution de la criminalité et plus encore. Les personnes qui savent lire et écrire sont davantage susceptibles de comprendre des messages sur la prévention contre le paludisme, par exemple.

En définitive, le succès économique des pays reste conditionné par l'acquisition de compétences individuelles au moyen d'un système éducatif performant.

2 Mais l'école sénégalaise va mal...

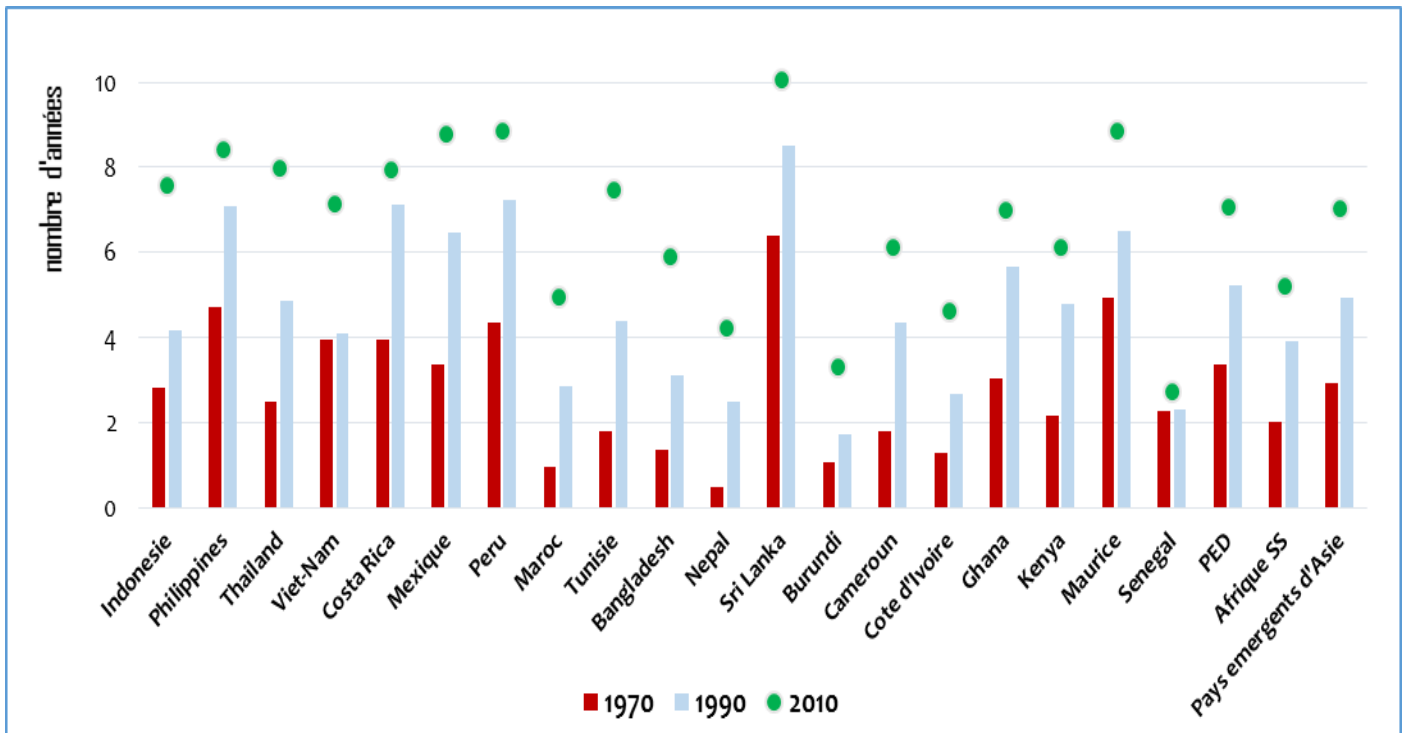
L'état du système éducatif sénégalais n'est pas des meilleurs, et bien des efforts sont encore nécessaires.

Le niveau de qualification de la main d'œuvre est très bas : trois années de scolarisation en 2010 contre cinq en Afrique au sud du Sahara et sept dans les pays émergents d'Asie. Cette situation semble très peu évoluée au cours des dernières décennies, ce qui a contribué à creuser le fossé entre le Sénégal et les autres pays. Malgré les avancées notées dans la participation et l'achèvement des cycles scolaires avec le PDEF⁵ et maintenant le PAQUET-EF⁶, les progrès restent encore insuffisants et surtout trop lents : **la couverture quantitative ressort faible avec huit années d'espérance de vie scolaire contre douze dans les pays à revenu intermédiaire ;** aussi, l'objectif d'« éducation pour tous » tarde à se matérialiser malgré les engagements de 2000

⁴ Voir Psacharopoulos, George et Harry A. Patrinos 2004.

⁵Programme de Développement de l'Éducation et de la Formation.

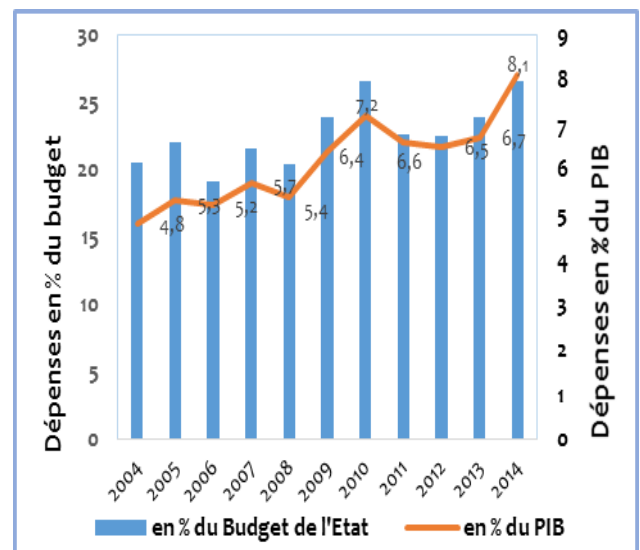
⁶Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence du secteur de l'Éducation et de la Formation.



A cela s’ajoute le constat alarmant que trop d’enfants vont à l’école pour apprendre peu. En 2014, l’enquête du PASEC⁷ note que près de trois quarts des élèves du niveau CP (71,4 %) et 46,5% du CM2 ont un niveau de compétence en lecture jugé « insuffisant ». D’après le Baromètre Jangandoo, environ un enfant sur six (16,4%) réussit le test de lecture et un enfant sur cinq, les tests de mathématiques et de culture générale.

3. L’Etat continue à dépenser...

Et pourtant, l’ambition politique de réformer le système éducatif est affichée eu égard aux flux importants de ressources publiques injectées dans le secteur. L’Etat réserve un quart de son budget à l’éducation, soit l’équivalent de 8% de son produit intérieur brut en 2014. Mieux, ces ressources éducatives sont en nette progression, depuis 2000. Par ailleurs, très peu de pays se comparent au Sénégal en matière d’investissement dans les services d’éducation.



4. ... pour peu de résultats...

Malgré ces moyens financiers importants injectés, le Sénégal n’a enregistré que très peu de résultats scolaires. Dès lors, on soupçonne un gaspillage dû à l’inefficience.

Le système éducatif n’est capable d’offrir que 1,2 année de scolarisation pour chaque point de pourcentage de PIB injecté, au moment où l’efficience moyenne ressort à 2,3 pour un

⁷ Programme d’analyse des systèmes éducatifs de la Conférence des ministres de l’Education des Etats et gouvernements de la Francophonie (Confemen). www.plandev.sn

échantillon large de pays émergents ou en devenir. Non seulement le ratio d'efficacité est faible mais il se dégrade de plus en plus.

5. Tirer profit des « gains d'efficacité » : quelques scénarios

En moyenne, les pays émergents enregistrent des niveaux d'espérance de vie scolaire de l'ordre de 15,25 années. Ce qui voudrait dire que le Sénégal devra faire des efforts pour gagner encore sept années supplémentaires, d'ici les deux prochaines décennies. Pour y parvenir, l'Etat devra injecter des ressources budgétaires dont le montant varie suivant leur efficacité. **Plus il sera capable d'améliorer l'espérance de vie scolaire pour chaque franc dépensé, moins il devra utiliser de ressources**, toutes choses étant égales, par ailleurs.

Pour illustrer l'enjeu, trois scénarios relativement simplistes, sont envisagés :

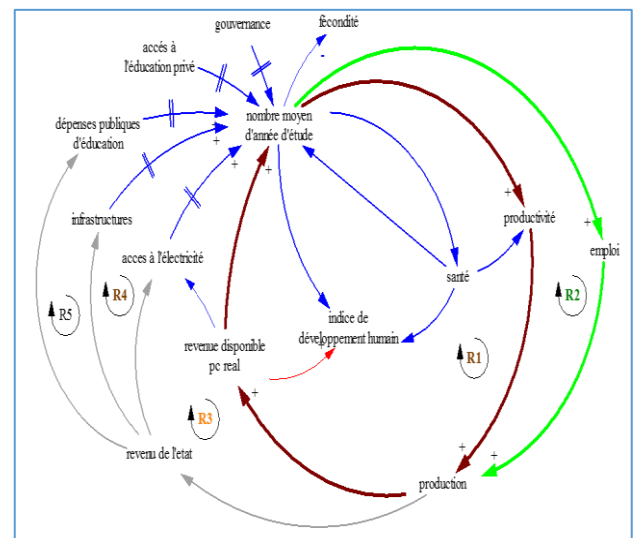
- **Scénario 1 :** le niveau d'efficacité du système éducatif reste le même que celui observé en 2015, à savoir 1,24 année de scolarisation par point de pourcentage de PIB dépensé. Dans ces conditions, l'Etat devra injecter en moyenne **10,5% de PIB** pendant les 20 prochaines années pour atteindre le niveau moyen d'espérance de vie scolaire de 15,25 ans.
- **Scénario 2 :** le degré d'efficacité va s'améliorer grâce aux réformes entreprises par l'Etat. Le système deviendra graduellement plus efficace et le montant des ressources à mobiliser sera moindre que dans le premier scénario. Il s'établirait en moyenne à **7,5% du PIB** sur la période 2015-2035.
- **Scénario 3 :** les autorités vont accélérer les réformes, ce qui va améliorer plus rapidement le degré d'efficacité pour le porter à 3 années de scolarisation en 2035. Cette amélioration permet d'estimer les besoins en termes de financement, qui devraient se situer en www.plandev.sn

moyenne à **5,6% du PIB** pour les 20 prochaines années.

6. Education 2035 : quelle trajectoire pour le Sénégal ?

Prévoir le niveau d'éducation de la population sénégalaise en 2035 est une tâche difficile compte tenu de l'horizon temporel éloigné et de la complexité de l'éducation. Pour ce faire, le modèle Threshold 21, qui est un outil intégré de planification du développement à moyen et long termes, est mis en contribution.

Le diagramme de causalité simplifié permet de saisir l'interrelation entre quelques variables du système et le nombre moyen d'années d'étude.



Source : T21 Sénégal

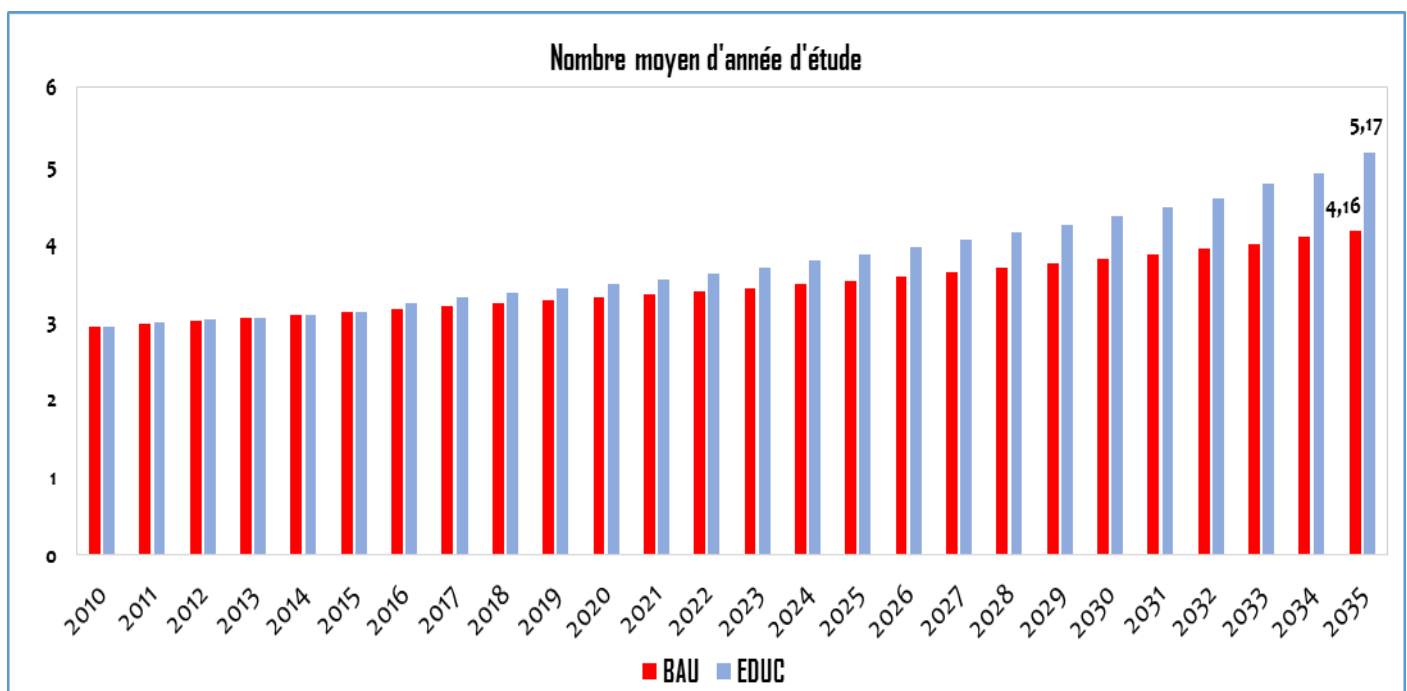
L'évolution de l'indicateur de résultat scolaire est analysée suivant deux scénarios: un scénario de base ou scénario tendanciel et un scénario d'amélioration du système éducatif.

Le scénario tendanciel (BAU): Il retrace le rythme d'évolution de l'ensemble des secteurs socioéconomiques en considérant que les politiques publiques demeurent inchangées. Il est fondé sur les expériences des dernières années (réformes structurelles, allocations budgétaires, secteurs prioritaires, etc.). Il n'y a

donc pas de grands changements dans les comportements des principaux acteurs économiques, dans la mobilisation et l'allocation des ressources.

Le scénario d'amélioration du système éducatif (Educ): l'État est davantage soucieux d'efficacité économique, d'éthique et de bonne gouvernance. Il investit dans l'éducation mais également dans les autres facteurs de productivité comme la santé et les infrastructures.

Les résultats de la simulation montrent une amélioration considérable du système éducatif dans le long terme. En effet, le nombre moyen d'années d'étude s'établirait à 5,17 années d'étude, soit 1,1 année de plus que dans le scénario de base. Cet écart proviendrait essentiellement d'une augmentation plus marquée des investissements dans le capital humain, les infrastructures mais aussi une amélioration de la gouvernance.



Le relèvement du niveau d'éducation agit également sur les autres variables du système. En effet, même si des écarts subsistent pour atteindre le niveau des pays émergents, cette amélioration du système éducatif dans le long terme, agirait positivement sur la productivité, la santé (baisse de 21 pour mille de la mortalité infantile), l'emploi et donc le niveau de production (+0.6 point de pourcentage de croissance en 2035 par rapport à la référence). Ce qui aura pour effet d'une part, une amélioration significative du niveau de revenu par tête (+0.7 point de pourcentage de croissance) et par ricochet faciliterait l'accès

des ménages à l'électricité, aux services de santé et d'éducation (publique comme privée), d'où le relèvement du niveau de l'IDH de 10% par rapport à la référence. D'autre part, la hausse de la production garantirait à l'Etat plus de revenu et permettrait des dépenses d'investissement dans les secteurs sociaux, les infrastructures de transport et ainsi affecter positivement le niveau d'éducation du pays (+1 année d'étude). Aussi, le niveau d'instruction étant négativement corrélé à la fécondité, le taux de fécondité baisserait d'un demi-point de pourcentage comparé à la situation de référence.

Toutefois, il convient de noter que ce niveau d'éducation reste en deçà de la moyenne des pays émergents pris pour comparateurs, qui est d'environ 7 années d'étude. Ainsi, il urge pour l'Etat d'améliorer considérablement le niveau d'efficience des dépenses publiques d'éducation mais également d'accélérer les réformes pour un système éducatif plus performant.

7. Mettre en œuvre les bonnes réformes : quelques pistes et des mises en garde...

S'il est communément accepté que l'éducation génère des bénéfices économiques importants tant au niveau individuel qu'au plan national dans le long terme, l'identification d'une réforme efficace susceptible d'améliorer durablement les résultats scolaires reste moins évidente. Généralement, les gouvernements concentrent leurs efforts d'amélioration là où ils ont plus de levier d'action c'est-à-dire dans l'offre d'éducation. A ce niveau, l'option politique consiste à injecter des ressources additionnelles au système éducatif. Mais comme le note Hanushek⁸ « ... la réforme des politiques éducatives et l'amélioration des performances ne sont pas une simple question de volonté, ni d'apport de ressources supplémentaires aux écoles... » : il n'y a pas d'effet cohérent ni systématique entre les ressources allouées aux établissements scolaires et la réussite des élèves. Au demeurant, **ce qui compte le plus ce n'est pas combien de Francs CFA l'Etat injecte dans l'éducation mais plutôt comment ces dépenses ont été faites ?**

Depuis quelques décennies, beaucoup de travaux de chercheurs et praticiens du

développement tentent de comprendre les différences de résultats scolaires entre les pays, afin d'identifier les interventions les plus prometteuses en fonction des différentes situations. Toutefois, malgré une littérature très vaste et des techniques assez sophistiquées, il existe à ce jour peu d'informations crédibles sur l'impact des politiques éducatives sur les indicateurs de résultats du système éducatif.⁹

Les idées et arguments développés ici ont pour objectif de lancer le débat et la réflexion sur les potentielles pistes de réformes identifiées. Pour maximiser les chances de réussite de ces réformes, chacune des orientations politiques envisagées devra être approfondie à l'aune des évidences empiriques solides avant toute généralisation ou adoption. Globalement, trois (3) voies de réformes éducatives méritent d'être explorées au regard des résultats du diagnostic de l'école sénégalaise et des ambitions économiques affichées:

(i)- Améliorer le niveau d'efficience des dépenses publiques d'éducation : s'assurer que chaque franc investi puisse avoir le plus grand impact possible, doit être au centre des politiques éducatives dans les années à venir. Il s'agira de revoir la structure des dépenses éducatives dans la mesure où, si l'essentiel des ressources est consacré au fonctionnement et paiement des salaires, il y'a peu de marge à l'investissement public productif dans le secteur de l'éducation. Egalement, la gouvernance du secteur doit être améliorée pour éviter les pertes de ressources dans le circuit d'investissement, etc

⁸ Eric A. Hanushek. « L'importance de la qualité de l'enseignement : L'éducation peut stimuler la croissance économique, mais une simple augmentation des dépenses n'est pas suffisante ». Finance et Développement, FMI (2005) www.plandev.sn

⁹ Voir Glewwe, Hanushek, Humpage et Ravina (2013)

(ii)- **Développer des modèles alternatifs d'éducation afin de capter la totalité des enfants en âge d'aller à l'école** : les faibles taux de scolarisation des enfants que le Sénégal affiche au moment où la question de l'accès a été presque résolue avec les dix ans de mise en œuvre du PDEF, doivent pousser le système éducatif à s'interroger sur lui-même : où se trouvent les autres enfants ? Qui sont-ils ? Et pourquoi ne sont-ils pas à l'école ? La réponse à ces différentes questions pourrait éclairer dans la définition de politiques éducatives taillées sur mesure et aptes à répondre aux besoins d'éducation inclusive.

(iii)- **Améliorer la qualité des enseignements** : atteindre l'émergence économique n'est pas seulement synonyme de six ou sept années de scolarisation, **faudrait-il encore que ces enfants quittant le système éducatif sachent bien lire et calculer convenablement**. Autrement dit, ces élèves doivent disposer d'un stock important de compétences et de connaissances cognitives qu'ils pourront valoriser sur le marché du travail. Il s'agit donc de renforcer la qualité du système éducatif.

Références bibliographiques

Barro, R., J. (1991) « Economic Growth in a Cross Section of Countries. » *Quarterly Journal of Economics*, 106(2): 407-43.

Diop, M., B., Cissé, S. et Sall, H., B. (2017) « Quel système éducatif pour le Sénégal en 2035 ? ». A paraître. Direction de la Planification.

Glewwe P. W., Hanushek E. A., Humpage S. D. et Ravina r. (2013), "School resources and Educational Outcomes in Developing Countries: A review of the Literature from 1990 to 2010", in Glewwe P. *Education Policy in Developing Countries*, university of Chicago Press, Chicago.

Gouvernement du Sénégal (2014), Plan Sénégal Emergent, <http://www.gouv.sn/IMG/pdf/PSE.pdf>.

Mankiw, N. G., Romer, D. et Weil D., N. (1992) "A Contribution to the Empirics of Economic Growth." *Quarterly Journal of Economics*, 107(2): 407-37.

OCDE (2017), « Examen multidimensionnel du Sénégal : Volume 1. Évaluation initiale », Les voies de développement, Editions OCDE, Paris.

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264273092-fr>

Psacharopoulos, G. et H.A. Patrinos. (2004) « Returns to Investment in Education: A Further Update. » *Education Economics* 12 (2): 111-34.